

GRÈCE

L'économie a plongé davantage dans la récession en 2011 malgré un redressement des exportations, car l'ajustement important, mais nécessaire, des finances publiques s'est poursuivi, la demande intérieure a chuté et le chômage a fortement augmenté. Après une nouvelle contraction en 2012, la production devrait commencer à augmenter en 2013, sous l'effet de réformes structurelles de grande ampleur, d'un renforcement de la demande extérieure, d'une amélioration de la compétitivité et d'une remontée de l'investissement. L'importante sous-utilisation des ressources et le niveau élevé du chômage feront tomber l'inflation à de très bas niveaux. Pour améliorer la crédibilité et faire en sorte que la dette publique s'inscrive sur la voie d'une baisse durable, l'assainissement budgétaire doit se poursuivre et les réformes structurelles doivent être mises en œuvre comme prévu. Les risques entourant les perspectives sont importants et restent orientés à la baisse.

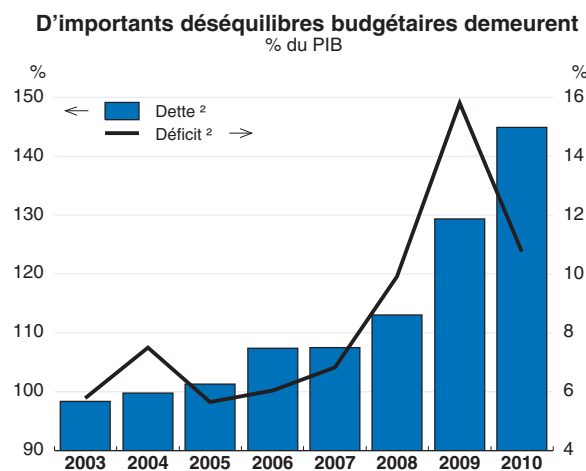
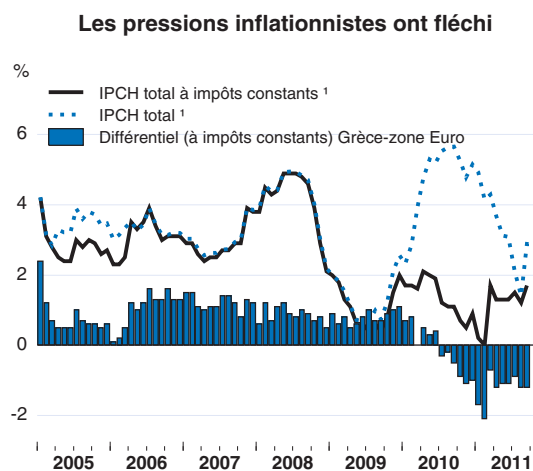
L'économie reste embourbée dans une grave récession

La production s'est fortement contractée en 2011, sous l'effet d'un effondrement de la demande intérieure, d'une baisse des revenus, d'une aggravation de la situation sur le marché du travail et d'un accès limité au crédit. Toutefois, les exportations se sont redressées grâce au dynamisme de l'activité touristique et à l'amélioration progressive de la compétitivité. Le taux de chômage a sensiblement augmenté pour atteindre le niveau le plus élevé dans la zone de l'OCDE, après l'Espagne. Les pressions inflationnistes ont fléchi avec l'affaiblissement de la demande intérieure, l'inflation globale, corrigée des modifications fiscales, restant sensiblement inférieure à la moyenne de la zone euro.

Inscrire la dette sur une trajectoire descendante est une priorité

Après les progrès considérables réalisés en 2010, le processus d'assainissement s'est essouffé en 2011. L'objectif de déficit de l'État ne pourra être atteint en raison d'une récession plus profonde qu'escompté

Grèce



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Le déficit public et la dette de l'ensemble des administrations publiques (selon le critère de Maastricht).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90 et Eurostat.

Grèce : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	232.9	-3.2	-3.5	-6.1	-3.0	0.5
Consommation privée	169.1	-1.3	-3.6	-5.3	-5.2	-0.8
Consommation publique	42.2	4.8	-7.2	-8.0	-6.6	-5.1
Formation brute de capital fixe	51.6	-15.2	-15.0	-16.1	-5.5	0.9
Demande intérieure finale	262.9	-3.1	-6.2	-7.5	-5.5	-1.3
Variation des stocks ^{1,2}	3.6	-1.4	1.7	-1.6	0.0	0.0
Demande intérieure totale	266.5	-4.4	-5.0	-9.2	-5.8	-1.3
Exportations de biens et services	56.2	-19.5	4.2	7.9	6.5	7.1
Importations de biens et services	89.8	-20.2	-7.2	-14.3	-5.7	0.2
Exportations nettes ¹	-33.6	3.0	3.1	6.1	3.2	1.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.8	1.7	2.3	1.6	0.9
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	1.3	4.7	3.0	1.1	0.2
Déflateur de la consommation privée	—	0.7	4.5	0.1	1.1	0.2
Taux de chômage	—	9.5	12.5	16.6	18.5	18.7
Solde des administrations publiques ³	—	-15.8	-10.8	-9.0	-7.0	-5.3
Dette brute des administrations publiques ³	—	133.5	149.1	165.1	181.2	183.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	129.3	144.9	160.9	177.1	179.7
Balance des opérations courantes ⁴	—	-11.1	-10.1	-8.6	-6.3	-5.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.

3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545426>

et de la lenteur de la mise en œuvre de certaines réformes budgétaires structurelles critiques. Le projet de budget de 2012 table sur un objectif de déficit révisé de 9 % du PIB en 2011 et de 5.4 % du PIB pour 2012, compte tenu de l'accord conclu au niveau européen le 26 octobre 2011, notamment l'annulation de 50 % de la dette publique détenue par les banques et autres créanciers privés. Le projet de budget, qui tient compte des engagements contractés auprès du FMI et de l'UE, table sur un solde du budget primaire positif pour la première fois depuis plusieurs années. L'OCDE prévoit un déficit de 9 % du PIB en 2011 et de 7 % du PIB en 2012, avec un recul jusqu'à 5¼ pour cent du PIB en 2013. Dans ces conditions, le rapport de la dette au PIB continuera d'augmenter. Ces prévisions sont fondées, toutefois, sur une hypothèse de croissance plus faible et ne tiennent pas compte des mesures d'annulation de la dette prévues dans l'accord d'octobre, faute d'informations précises sur leurs aspects détaillés. La mise en œuvre de l'accord d'octobre, la poursuite de l'ajustement budgétaire et la réalisation de réformes pour améliorer la compétitivité de l'économie sont donc nécessaires pour assurer une dynamique de la dette plus favorable. D'après les estimations préliminaires de l'OCDE, la mise en œuvre des mesures impliquant le secteur privé (décote de 50 % et recapitalisation bancaire) qui découlent

de l'accord d'octobre pourrait réduire le rapport de la dette au PIB de 35 % environ, la dette se rapprochant ainsi de 120 % du PIB d'ici à 2020 si le programme d'ajustement reste bien orienté.

L'économie devrait sortir progressivement de la récession

L'économie devrait continuer de se contracter en 2012, du fait principalement de l'impact des restrictions budgétaires. Elle devrait ensuite retrouver le chemin de la croissance en 2013, grâce à un redressement de l'investissement et des exportations sous l'effet de réformes structurelles propres à améliorer la compétitivité, d'un renforcement de la demande extérieure et d'une meilleure absorption des fonds structurels de l'Union européenne. L'inflation devrait tomber à zéro durant la période considérée, compte tenu du très faible taux d'utilisation des ressources dans l'économie et du niveau élevé du chômage. Il est prévu que le déficit de la balance des opérations courantes se contracte pour se situer à 5½ pour cent environ du PIB en 2013.

Les prévisions sont entourées de risques négatifs importants

Tout affaiblissement de la détermination des autorités à mettre pleinement en œuvre le programme d'ajustement accroîtrait le risque de défaillance sur la dette. Leur aptitude à mettre en œuvre les réformes est mise à l'épreuve par une recrudescence de l'agitation sociale. Les moyens limités dont dispose le secteur bancaire pour soutenir la croissance font peser des risques supplémentaires sur les perspectives. La croissance pourrait aussi pâtir d'un affaiblissement marqué des débouchés à l'exportation.

Orientations politiques à suivre en cas de risques négatifs

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance.

- L'important effort d'assainissement requis pour stopper et inverser la hausse du rapport de la dette au PIB ne laisse pas de place à un assouplissement budgétaire en Grèce, ni même au fonctionnement des stabilisateurs automatiques. Pour respecter les objectifs budgétaires dans un contexte d'affaiblissement de l'activité, la réduction des dépenses inutiles serait moins dommageable pour la croissance que de nouvelles hausses des impôts.
- Une amélioration du cadre budgétaire est indispensable pour assurer la viabilité des finances publiques et restaurer la confiance. La surveillance budgétaire doit être améliorée et les mesures budgétaires doivent être systématiquement évaluées dans une optique à moyen terme. Il importe aussi de faire en sorte que l'Office budgétaire parlementaire, établi récemment, soit suffisamment indépendant et dispose de ressources adéquates pour mener à bien ses missions, qui consistent pour l'essentiel à évaluer les prévisions de l'État en matière de finances publiques et à suivre les résultats budgétaires.

- L'ajustement budgétaire dépend d'une amélioration significative de l'efficacité du recouvrement de l'impôt. La lutte contre la fraude fiscale devrait être renforcée de façon à rétablir la confiance et à faire mieux accepter par le public l'effort d'assainissement budgétaire en cours. La poursuite réelle des fraudeurs et l'imposition d'amendes dissuasives en même temps qu'un recours plus large à des certificats de bonne conduite fiscale à présenter pour pouvoir accéder à certains services pourraient jouer un rôle crucial.
- La prompt libéralisation des professions fermées pourrait se traduire par une accélération relativement rapide de la croissance, en ouvrant de nouveaux débouchés et en dopant la concurrence. En outre, en réduisant les rentes des plus nantis, une telle réforme faciliterait un partage équitable des retombées positives de la croissance entre tous les groupes.
- Si la crise actuelle se révélait plus profonde qu'escompté, les groupes vulnérables devraient être protégés par des interventions bien ciblées et des politiques actives du marché du travail plus efficaces.
- Il est indispensable d'injecter des liquidités dans l'économie pour favoriser la reprise, surtout si le risque d'évolution la plus défavorable se matérialise. Outre l'appui que l'UE peut apporter à la recapitalisation des banques grecques au travers du Fonds européen de stabilité financière, les dirigeants et les actionnaires devraient étudier la possibilité de partenariats et de fusions avec les banques étrangères, alors que les autorités devraient s'abstenir d'imposer des mesures protectionnistes.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-20-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.